

L'information sur les ressources naturelles en milieu pastoral : le secret des « modji jofde », les bons endroits.

Véronique Ancey*. Astou Diao Camara**.

* Cirad. Pôle Pastoral Zones Sèches. ISRA-LNERV BP 2057 Dakar Hann, Sénégal. ancey@cirad.fr

** Pôle Pastoral Zones Sèches. ISRA-LNERV BP 2057 Dakar Hann, Sénégal.

Résumé

Depuis le pic de sécheresse de la décennie 70, travaux scientifiques et conventions internationales ont forgé les problématiques des préoccupations environnementales. Ces conventions créent et imposent de nouvelles normes à des populations diverses.

Ce papier veut montrer les liens spécifiques, les pratiques et les perceptions entre un peuple (pasteurs sahéliens) et son environnement, à travers la construction sociale des indicateurs et des informations sur les ressources naturelles.

Les résultats sont tirés d'enquêtes menées au Kanem (Tchad) et au Ferlo (Sénégal) en 2003, pour le programme de recherche PESAH (Pastoralisme et environnement au Sahel). Ce programme doit identifier les besoins en informations des « décideurs » et élaborer un système d'information sur le pastoralisme et l'environnement. Les enquêtes montrent que dans le contexte pastoral d'un accès aux ressources stratégique, les informations sont gérées avec parcimonie : les pasteurs et les techniciens ne partagent pas les mêmes normes, indicateurs ou types d'information sur la disponibilité en ressources et leur accès. Les techniciens établissent le risque en termes de probabilités alors que les pasteurs vivent un quotidien tissé d'incertitude, de foi profonde.

La construction sociale des informations et de l'usage des ressources fait partie du rapport à l'environnement et, suivant le contexte, des facteurs différents entrent en jeu. Cela devrait être pris en compte dans l'élaboration d'un système de suivi et d'alerte sur le pastoralisme et l'environnement.

Contexte, Questions

Les standards scientifiques et les opinions politiques sur le pastoralisme ont connu des changements importants depuis les années 1970, lorsque certaines responsabilités de la dégradation des ressources naturelles furent imputées aux pratiques des pasteurs sahéliens. A l'opposé, un courant de travaux écologiques et sociologiques émergé dans les années 1990, a mis l'accent sur les interactions complexes entre les pasteurs et leur environnement, leur gestion des ressources « opportuniste », l'incertitude et la variabilité du climat, des ressources et des contraintes dont dépendent les pasteurs (Behnke & Scoones 1992, Thébaud 2004...). Ceci a permis d'établir la rationalité et les capacités d'adaptation des pasteurs, leur interdépendance avec leur environnement, et a montré également des rythmes et des tendances d'évolution intrinsèques au milieu. D'autres recherches récentes sur les risques

dans les sociétés occidentales (Beck) ou sur la vulnérabilité un peu partout (Swift 1989, Boholm 1996, Fraser 2003) contribuent à dessiner le paysage scientifique en lien avec les décisions politiques, les mesures prises, les instruments élaborés.

a) Une question est de savoir quel est le niveau de généralité le plus utile : dans un système d'information, comment proposer des normes et des indicateurs de perception et d'usage de l'environnement qui répondent dans une mesure acceptable à des standards communs à un minimum d'utilisateurs, et à des situations réelles, donc particulières.

b) En milieu pastoral sahélien, l'information joue un rôle clé dans la quête des « bons endroits » propices aux belles vaches, jamais enclos, toujours recherchés. Que révèle la circulation de l'information chez les pasteurs sur leur rapport à autrui, aux risques et à leur environnement ?

Résultats

Les résultats exposés ici sont tirés d'une recherche au Sahel, dont l'objectif est d'élaborer un système d'information, pour informer les décideurs politiques sur les interactions entre pastoralisme et environnement, et prévenir les risques écologiques et socio-économiques. Le contexte sahélien est riche en systèmes d'informations développés depuis les années 80, objets d'analyses et de bilans (Minvielle, 1996 ; Egg et Gabas, 1997 ; Sommer, 1998)

Les attentes politiques vis-à-vis d'un système d'information reposent sur des hypothèses implicites :

- Améliorer l'information sert à améliorer les décisions et la gestion.
- Améliorer la gestion individuelle des ressources naturelles sert à l'amélioration collective, et bénéficie à la fois à l'écosystème et à l'élevage.
- Accéder à l'information est un droit commun ; les informations sont bonnes à tous.

Mais le contexte pastoral présente d'autres caractéristiques :

- Les pasteurs adaptent leurs pratiques individuelles à leur environnement instable, et les comportements sociaux sont orientés vers la survie (Bonfiglioli, 1988 ; Bovin, 2000).
- Certaines informations ne sont ni des indicateurs techniques, ni un bien public : comme l'accès aux ressources est un enjeu vital, on ne peut pas s'attendre à une transparence générale de l'information.
- « L'information » est variée dans ses formes (de la vérification pratique de l'éleveur au bulletin officiel), ses statuts (de l'observation personnelle à la directive), les compétences qu'elle requiert ; c'est une connaissance intégrée dans les pratiques quotidiennes.

Nos enquêtes sur l'information en milieu pastoral sont parties d'un constat¹ fait par les cadres, techniciens, chercheurs et pasteurs : les pasteurs se méfient des intervenants extérieurs et des informations, à prendre ou à livrer. D'un point de vue technicien, la méfiance fait simplement partie des choses qui ne facilitent pas le contexte ; mais du point de vue socio-économique, les limites de la méfiance - et de la confiance- envers autrui et envers les informations montrent comment les comportements individuels et les rapports sociaux s'ajustent aux risques. Par conséquent, loin d'être un élément du décor, cette attitude méritait toute l'attention. Elle se prête a priori à plusieurs hypothèses :

- Selon Sen (1981) la vulnérabilité diffère selon les individus en fonction de leurs différentes ressources. Parmi ces ressources, les informations peuvent être considérées comme

des capitaux essentiels, dans un contexte où la connaissance du milieu est vitale ; a fortiori lorsque les ressources naturelles sont partagées sans droits de propriété exclusifs, l'information est un moyen essentiel de réguler leur accès. On pourrait alors interpréter le partage des informations sur les ressources naturelles comme l'alternative pastorale aux comportements classiques en économie, de concurrence et de gestion de la rareté. Toutefois cette approche économique ne rend pas compte d'autres enjeux de l'information en milieu pastoral, et notamment du choix des partenaires sociaux.

- Selon les travaux de Olivier de Sardan (1997), les différentes logiques des acteurs et des projets de développement s'appliquent à la gestion des ressources : les pasteurs déploient une énergie considérable pour récupérer les interventions extérieures (projets, politiques, etc) : savoir/informations, faits, enjeux. Les adaptations se traduisent à l'occasion par la transformation des normes et des contraintes du marché : au Sénégal, les pasteurs peuls ont détourné les normes de contrat et de prix que la firme Nestlé tentait d'imposer localement pour collecter du lait (Vatin, 1996). On peut donc s'attendre à ce que des informations a priori neutres et utiles à tous soient largement récupérées –ou non- suivant des dynamiques sociales spécifiques aux pasteurs.

- En fait, les sociétés pastorales comme les autres définissent leurs enjeux : droits, informations. Il ne s'agit pas seulement de détourner un contrat ou un projet dont les contours « naturels » seraient clairs pour tout le monde, c'est leur nature même qui est remise en question. A partir de l'information sur les ressources naturelles, on peut s'interroger sur la construction sociale des produits, y compris des ressources et de l'environnement.

Dans le partage de l'information, qu'est-ce qui est fondamental et spécifique aux pasteurs sahéliens pour leurs rapports sociaux, leur rapport aux risques, leur rapport à l'environnement ? Comment une intervention extérieure peut-elle atténuer les risques ?

Méthode

L'étude a porté sur deux régions pastorales du Sahel différentes géographiquement, socialement et politiquement. Une enquête a eu lieu en avril 2003 dans le Ferlo au Sénégal, auprès de 25 pasteurs, chefs de campements, déjà rencontrés dans le cadre d'autres travaux depuis 2000. Les sites d'enquête étaient les alentours du forage de Rewane, à l'est du Ferlo, enclavée, peu peuplée, de passage et de départ des transhumants ; et la zone de Thieul, au sud du Ferlo, zone d'accueil et de passage des transhumants, à l'habitat plus dense et aux vastes espaces cultivés. Les entretiens portaient sur la prospection des zones de transhumance, sur les manières de s'informer, de partager et d'évaluer l'information. Les entretiens pouvaient durer deux heures mais la visite pouvait prendre une journée, au campement et dans les zones de parcours. Une seconde enquête s'est déroulée en juin 2003 au Kanem tchadien, avec 41 entretiens auprès d'éleveurs Arabes du clan Ouled Rachid originaires du Batha, transhumants dans la région depuis une vingtaine d'année, et de Toubous Kréda. Au Tchad, l'outil d'enquête a consisté en un guide d'entretien semi-directif.

1) Les risques en milieu pastoral

1.1) Risques et systèmes de protection

Pour les politiques, le principal risque couru par les pasteurs est la sécheresse. Les protections possibles sont en rapport à cela. Douglas (1985) définit le risque comme « les probabilités des issues possibles ». Il se distingue de l'incertitude qui est la situation où ni l'ensemble des issues, ni la probabilité de leur réalisation ne sont connus (White, 1997). Les éleveurs du Sahel sont structurellement exposés à des risques menaçant directement leurs moyens de production ; le premier cité dans tous les travaux est la sécheresse. Bovin, (2000) : «La sécheresse n'est pas Une sécheresse mais des sécheresses récurrentes. La sécheresse ne peut pas être dépassée. Les années sèches passent et reviennent, et les êtres humains ne sont jamais certains de savoir quand la prochaine va revenir tuer le bétail et les gens. Tout ce qu'ils savent est que la sécheresse peut revenir. Les pasteurs et les paysans sahéliens ont pris en compte cette vérité au point d'intégrer ce que j'appelle "la possibilité de la sécheresse" dans leur système social et économique, afin de survivre».

Bonfiglioli (1988) décrit la survie comme un mode de vie (*Kisal*) qui produit une idéologie, une culture et des comportements. Mais la sécheresse n'est pas le seul risque, ni le plus dangereux. Les systèmes pastoraux sont confrontés à des risques liés aux transactions commerciales, à l'environnement politique en général (rétrécissement de l'espace pastoral, précarité des droits fonciers...)

Le travail de Castel (2003) sur l'insécurité en occident nous fournit un éclairage latéral sur les perceptions du risque et les systèmes de protection en milieu pastoral. Pour lui, être protégé, c'est vivre entouré de systèmes de sécurisation ; le sentiment d'insécurité est construit socialement et historiquement. La problématique du risque est indissociable de la construction sociale des systèmes de protection et des perceptions de la sécurité.

Les contextes européens et sahéliens contemporains accumulent les différences dans leurs histoires et dans leurs rapports sociaux, dans leurs économies et leurs politiques, y compris la gestion des ressources naturelles. Une modernité différente de celle fondée sur le marché et le travail semble impensable (Castel, op.cite) ; mais c'est la réalité contemporaine des pasteurs. Nous est-il alors impossible de penser de façon pertinente aux risques et aux protections chez eux ? Pourtant la définition de la vulnérabilité utilisée par Castel est proche de celle, inspirée de Sen (op. cite), que nous utilisons en milieu pastoral : « les clivages se répartissent non seulement en fonction des capacités psychologiques, mais des ressources objectives que les individus peuvent mobiliser et des supports sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour assumer des situations nouvelles. (...) Pour tous ceux qui n'ont de ressources que leur travail, les supports sont d'ordre collectifs. Bref : pour ceux qui ne disposent pas d'autres capitaux, non seulement économiques, mais aussi culturels et sociaux, les protections sont collectives ou elles ne sont pas.»

Les pasteurs sont auto-suffisants en informations, du moins en situation habituelle : pendant les enquêtes, notre première impression était que les éleveurs n'éprouvent pas de besoin d'information supplémentaire pour gérer les risques pastoraux, et sont d'ailleurs réticents à en fournir, justement parce que la question est vitale pour eux. A propos des ressources naturelles, « *Les Peuls n'ont pas de problèmes d'information ; ils sont peut-être un peu réticents, mais ils sont au courant* » (au Ferlo).

Sans développer ici les traits souvent attachés aux sociétés pastorales (mobilité, individualisme...), on peut reconnaître aux pasteurs un discours identitaire, qui n'a rien

d'égalitaire, ni de communautaire au sens galvaudé de la solidarité. Les exemples ci-dessous illustrent ce qu'on appelle la solidarité ou l'individualisme.

Au Ferlo, A.G. Bâ explique que la méfiance est structurelle dans la société peule pastorale, à propos des animaux et des ressources : « *La méfiance est chez tous les Peuls éleveurs, à cause des animaux : les Peuls craignent d'avoir trop d'animaux dans les pâturages, et qu'ils maigrissent. Ça a toujours été ainsi. Du temps des grands-parents, ils partaient chercher des pâturages sur un âne, revenaient dire "il n'y a rien là-bas" et puis décampaient pendant la nuit ! Cette méfiance ne concerne que l'eau et les pâturages ; aucun éleveur ne veut voir ses animaux maigrir ; mais ils sont capables de s'entendre sur d'autres points : ainsi la caisse d'entraide des Fafabé² va servir par exemple à financer les soins à un jeune blessé par couteau avant-hier, et envoyé d'urgence au dispensaire : aujourd'hui vendredi les hommes vont se concerter pour savoir combien lui donner.* »

Cette citation indique que le secret gardé sur les ressources est traditionnel chez les pasteurs, et non corrélé à une éventuelle dégradation de l'environnement.

Un autre éleveur a une vision plus sombre des relations sociales en général et du manque de confiance interne à la société pastorale, en particulier : selon Y. Dadi, la méfiance concerne tous les aspects de la vie en société : « *Les Peuls Fafabé sont comme ça* ».

Chacun déploie des stratégies individuelles contre les risques de perte, de vol ou de maladie. Le proverbe fulfuldè « *Isu balaru ma te junngo ma yewtata* » : « *Accroche ton sac à portée de ta main (litt : là où ta main peut l'atteindre)* » illustre le choix d'un chef de famille qui confie des animaux à des alliés situés à juste distance sociale : pas trop près, de crainte qu'ils se sentent autorisés à disposer du bétail ; pas trop loin géographiquement ni socialement, pour garder les bénéficiaires, sinon à portée de vue, du moins sous contrôle. Ce n'est pas l'individualisme répertorié dans l'économie libérale.

On se trouve à la fois en économie de partage (Thébaud, 2002) où les parcours sont utilisés par plusieurs, dans un contexte où l'entraide face aux crises se restreint aux gens les plus proches (Sutter, 1987), et dans un espace où les infrastructures et l'arrivée de nouveaux groupes affaiblissent les anciens droits et devoirs de réciprocité (Dupire, 1957). Chacun protège l'accès à des ressources vitales pour lui. Dans ce contexte, l'information est un verrou de sécurité et un instrument de régulation.

Le travail de Castel aide à comprendre qu'en milieu pastoral, il n'y a pas de protections extérieures (on ne compte pas ici les interventions d'aide d'urgence). Les supports de la réciprocité se sont affaiblis avec l'ouverture de l'espace pastoral à des sociétés plus complexes, diversifiées, et aux interventions techniques du développement. Or celles-ci ne sont pas allées de pair avec une intégration sociale des pasteurs.

Les ressorts sociaux vont-ils s'adapter à la modification des risques ? les liens de réciprocité utiles s'affaiblissent face aux risques internes (sécheresses, vols, maladies) ; les sociétés pastorales pourront-elles répondre aux besoins accrus de mobilisation collective contre les risques extérieurs (rétrécissement de l'espace pastoral, droits civiques, représentation démocratique...) avec les comportements nécessairement liés : (transformation de la perception de la solidarité, notion d'intérêt général, donc confiance culturelle...) ? aujourd'hui, l'avenir des sociétés pastorales dépend peut-être surtout de leur capacité à adapter leurs rapports sociaux concernant leur environnement, plus que des risques climatiques.

1.2.) Système social et information sur les ressources

L'habitat pastoral donne l'impression d'unités de résidences dispersées dans un vaste espace. Or, à suivre de près les décisions des éleveurs relatives à la gestion du troupeau, on constate que les informations circulent rapidement en milieu pastoral.

Si l'on en reste aux généralités, les informations sont un bien commun selon les principes du libre accès aux pâturages. Mais l'enquête montre que celles-ci en réalité sont partagées de manière différenciée et contrôlée.

La communication verbale est le moyen le plus répandu d'accéder à l'information : « *le téléphone des Peuls c'est le bouche à oreilles* » a dit un éleveur du Ferlo. Quand les éleveurs déclarent en général que les informations doivent circuler, ils distinguent implicitement les informations liées à la vie quotidienne, dont l'échange est souvent une routine, et les informations liées aux ressources et à la survie.

Le moyen de s'informer en milieu pastoral le plus connu, sinon le plus répandu, est l'échange de nouvelles au cours des salutations (Morton, 1988). Un autre moyen d'information est l'observation : par exemple pour savoir si les pâturages d'une zone sont de bonne qualité, il faut observer l'état des troupeaux. Ces savoirs toujours liés à la pratique peuvent être qualifiés de savoirs géographiques, médicaux, biologiques, climatologiques, etc.

La recherche d'informations n'est pas un objectif explicite : les éleveurs du Kanem profitent toujours d'une occasion pour s'informer, comme si c'était une préoccupation secondaire. Les occasions de rassemblement sont diverses, lors des cérémonies familiales, des fêtes de fin de saison, au niveau des marchés toute l'année et surtout en hivernage, autour des puits et des forages en saison sèche. Par discrétion, dans les périodes critiques, on évite de s'imposer chez autrui : « AG Bâ : *En ce moment, ils évitent les visites de campements, à cause des problèmes. On se voit plutôt au forage* ».

De prime abord, lorsque l'entretien portait sur le thème « des informations », nos interlocuteurs disaient unanimement que les informations doivent circuler entre éleveurs et qu'il n'y a pas de raison d'en faire de la rétention.

Par la suite, quand l'entretien portait sur l'accès aux ressources, les pasteurs précisaient que tout le monde écoute et s'informe mais les éleveurs concèdent ne pas informer volontiers sur les pâturages. Ce paradoxe confirme que « cette société empreinte d'individualisme aime afficher une façade communautaire solidaire » (Pouillon, 1990).

« *On ne diffuse pas l'information ; à la rigueur, on la partage avec des très proches. Mais tout le monde écoute au forage ; on ne parle que de ça* » mais sans divulguer d'informations précises ». Une stratégie de départ en transhumance, décrite couramment par ceux qui ne peuvent pas prospecter, consiste à épier les allées et venues d'un voisin et à le suivre lorsqu'il lève le camp.

A la question : **comment sont gérées les informations relatives à l'accès aux ressources ?** des éleveurs du Kanem répondent :

« *Les informations doivent circuler, il faut informer tout le monde dans le ferrick³ mais on se sépare si les pâturages deviennent insuffisants* ». L'information sur les ressources ne circule sans réserve qu'à l'intérieur d'un même ferrick et lorsque la pression augmente, chacun se débrouille, ce qui peut entraîner des stratégies divergentes au sein d'une même unité de transhumance. Les décisions de partir et le choix du lieu engage le chef de famille qui transhume (dans le *ferrick* au Kanem, dans le *galle* au Ferlo). Il ne partage pas systématiquement la décision et l'information avec d'autres éleveurs, seraient-ce des voisins ou des parents. En réalité, c'est le cas seulement lorsque les pasteurs prennent les mêmes

risques, en transhumant ensemble. « *Les informations circulent rapidement, entraînant ainsi une pression sur les ressources, c'est difficile de réguler par l'information* ». La rapidité de la circulation des informations n'est pas souhaitée par cet éleveur qui pense qu'une diffusion élargie de l'information mettrait en cause une régulation de l'accès aux ressources. « *Il faut être vigilant et curieux pour être bien informé* », s'informer n'est pas chose facile, cela requiert certaines stratégies qui ne confortent pas l'idée que l'information est un bien commun. « *L'information est précieuse mais il faut quand même la partager quand on te la demande* », « *Informers les autres fait partie de l'entraide dans notre société* » (Kanem).

Même si l'information est une ressource stratégique, le partage reste une valeur sociale. Les tensions sont fortes entre la concurrence et les besoins réciproques d'information, en conformité à l'idéologie et aux prescriptions sociales. Certaines expressions recueillies vont plus loin : « *l'élevage c'est du vol* ».

2) Rapport à l'environnement comme produit social

En concevant un système d'information, il ne faut pas oublier qu'au Sahel les rôles et les responsabilités dans la gestion des ressources sont socialement différenciées, même si chaque pasteur joue sa survie dans son rapport à l'environnement.

2.1.) Des informations intégrées dans les pratiques

Bien sûr, chaque pasteur doit connaître son métier : pour avoir une idée de la qualité des ressources, « *un bon éleveur n'a pas besoin d'aller voir les pâturages : il regarde au forage les animaux, leur robe, le comportement des taureaux : en une semaine sur de bons pâturages les taureaux commencent à se battre et leur voix change* » (Ferlo). L'éleveur connaît la qualité de l'herbe, mais ce n'est pas un indicateur suffisant :

« A Rewane : *les animaux qui pâturent plus au sud sont moins jolis qu'ici, pourtant il y a moins d'herbe ici mais l'endroit est de meilleure qualité.*»

« Un bon endroit » « *modji jofde* » définit un ensemble de qualités de l'herbe, du sol, de l'air, l'absence de parasites d'un pâturage précis au moment où l'on en parle.

Dans un endroit néfaste, la robe des bêtes change, « *comme de la chair de poule* ». Mais si l'endroit est propice, les robes deviennent belles, la production de lait et les mises bas augmentent. En une semaine, l'état et le comportement des animaux changent.

Au Ferlo, outre une appréciation des ressources synthétique (« *modji jofde* », un bon endroit) et indirecte (grâce à l'état des animaux), les pasteurs utilisent également des indicateurs qui les renseignent sur leur environnement avec une précision inaccessible pour les systèmes d'information. Les feuilles tombées, par exemple, (*samde samde*), précieuses pour nourrir les animaux pendant les longues étapes de transhumance sur des sols nus, ne se voient pas sur des cartes de biomasse. La présence de *denngo* (zornia), extrêmement recherché par les éleveurs, peut influencer l'itinéraire des parcours. La configuration et la visibilité des étoiles varient localement, au Ferlo la disparition de *datjuki* (la voie lactée) ainsi que l'apparition des feuilles de *eeri* (*sclerocaria birrea*) augurent l'approche des pluies.

A côté des moyens propres à chaque éleveur, il existe des procédures et des groupes qui facilitent la circulation d'informations.

Au Kanem, les zones de cure salée sont des lieux privilégiés d'échange d'informations. Un des sites du nom de Am Harba est habité par des forgerons qui jouent un rôle central dans la

diffusion des informations. Ces forgerons sont des artisans agriculteurs qui restent sur place toute l'année et travaillent avec tous les groupes ethniques. Les éleveurs qui transitent par ce village en profitent pour obtenir des informations auprès d'eux.

Certaines tâches particulières comme la prospection demandent des connaissances avancées et pointues, et sont réservées à des spécialistes. Les membres du ferrick désignent un guide des pâturages qui se chargera de trouver des parcours riches en pâturages, et c'est le chef de ferrick (qui est parfois aussi le guide) qui se chargera d'en négocier l'accès.

Pour la plupart, cette maîtrise résulte d'une expérience accumulée. Mais les éleveurs parlent aussi de don car les vieux comme les jeunes peuvent posséder cette faculté de prospecter des pâturages sans pour autant en recevoir une formation précise. C'est le cas de la plupart des guides des pâturages rencontrés au Kanem.

Dans le Ferlo où la présence étatique est plus marquée, l'organisation sociale des parcours se voit à l'échelle familiale, les unités de déplacement sont plus restreintes et les critères de rassemblement sont semblables à ceux des unités du Kanem. Avec l'introduction des modes de gestion dits démocratiques, il y a un peu partout des comités d'accueil⁴ des transhumants, qui ont tout de même une fonctionnalité limitée.

Dans la région du fleuve Chari, les Toubous qui n'ont pas de territoires d'attache doivent négocier l'accès à l'eau. Ils paient une somme au chef de village. Les Toubous transhumants disposent de plus de droits au Kanem, où ils ont leur point d'attache : au contraire, dans ces parages les Arabes ont peu de droits à creuser des puits, à faire la cure salée. Tous ont des difficultés pour accéder aux puits quand ils sont en transhumance au sud, mais une fois arrivés sur place ils sont prêts à payer l'eau.

La disponibilité des ressources naturelles est insuffisante sans un accès et une qualité reconnue, choses qui dépendent de la tradition mais aussi des informations et de l'appui des alliés. De plus on a besoin d'aide pour retrouver des animaux perdus ou volés. Autrement dit, les pasteurs choisissent et prospectent en fonction des ressources disponibles localement et aussi de leurs moyens (droits, capacités) de disposer de ces ressources et de préserver /bien entretenir leurs animaux. Ces précautions habituelles répondent exactement au souci de s'assurer des « capitaux » économiques et sociaux (Sen, 1981) autrement dit des systèmes de protection (Castel, 2003) nécessaires pour atténuer la vulnérabilité, à défaut de prévoir les risques.

2.2) La routine et l'exception

Chaque année, la prospection pour la transhumance oblige les éleveurs à s'informer. Il ne s'agit pas seulement de trouver un itinéraire, mais aussi les lieux où le troupeau pourra séjourner et où une partie de la famille pourra s'approvisionner en paix. Dans le Kanem, cette prospection sert surtout à négocier les droits d'accès, car au Tchad les conflits entre usagers sont fréquents et ravivés par des considérations ethniques et politiques.

Plusieurs motifs décident les éleveurs à choisir un lieu : les ressources naturelles, la proximité des marchés de céréales, les légumes frais, des produits d'élevage dans les agglomérations et de postes de santé. Les Arabes rencontrés aux alentours de Ndjaména profitent de leur séjour dans la région pour acheter et vendre des produits plus abondants et à meilleur prix. Ils trouvent la vie beaucoup moins chère et de meilleure qualité qu'au nord, même si les animaux risquent d'être affectés par les maladies.

Au Kanem, les parcours de transhumance sont réguliers pour la plupart des éleveurs en dehors des années de crises. Les parcours sont connus et fréquentés depuis une période moyenne de 17 ans, par les Arabes interrogés, soit depuis qu'ils ont fui du Batha pendant la sécheresse de 1983. Les Toubous ont commencé à emprunter les axes du sud (vers le Chari Baguirmi et le lac Tchad) quand les conditions climatiques sont devenues difficiles pour les bovins au nord du Kanem, mais leur déplacement semble moins systématique ; en 2003, certains venaient pour la première fois et d'autres revenaient après des années.

Ce groupe Arabe nomadise entre le Kanem et les environs de Ndjaména avec certaines difficultés.

« Le déplacement a commencé alors qu'il y avait encore de l'eau dans les mares et de l'herbe aussi, mais pour ne pas dépendre des puits dont l'accès nous est difficile, on se déplace tôt (on est déjà parti en octobre). »

« Une fois dans un puits à Ziguei (au nord du Kanem), ce sont les Goumiers (les militaires du chef de canton) qui ont fermé le puits et nous ont dit que nous sommes en train de finir les pâturages autour qui sont pour les éleveurs sédentaires ».

La prospection effectuée d'habitude avant chaque transhumance sert à savoir si la zone est propice ou non, et quelles sont les possibilités d'accéder aux ressources. Par contre en année difficile les éleveurs sont souvent pris au dépourvu et dépensent toute leur énergie à la recherche de pâturage et de points d'eau.

C'était le cas pour les éleveurs au Ferlo en avril 2003. L'hivernage 2002 avait été peu et tardivement pluvieux ; en avril 2003 les pâturages devenaient déjà très rares, et le manque d'eau inquiétait tout le monde. Plusieurs témoignages révèlent les priorités des éleveurs et le rôle de l'information à cette saison cruciale. C'est là qu'une meilleure information sur l'eau éviterait aux éleveurs de longues prospections, et parfois pire.

En 2003, (Y.D.), que nous accompagnions en prospection, a rencontré ses parents à Fourdou où il venait d'arriver : il y avait de l'herbe mais l'abreuvement était difficile. Les animaux buvaient dans des demi-fûts, (*barrigal*) posés à terre et raccordés au forage. Le débit était faible, il fallait embaucher de la main d'œuvre pour abreuver : 2 ou 3 hommes seraient nécessaires, payés 10 000 à 15 000 F. Dans l'urgence, Y.D. n'est même pas allé voir les pâturages, et a continué sa route vers le forage de Ranerou.

Un autre éleveur rencontré près de Thieul : *« Ses fils étaient venus avec le troupeau, de Koummouk à Thieul, (environ 30 km) mais il y avait un problème d'eau : trop d'attente au forage. Il s'en est rendu compte quand il est venu en visite à Thieul, alors il a demandé à ses fils de pousser plus loin au forage de Guer ».*

Sur la route entre Thieul et Barkedji : *« Ils viennent de Barkeji. Ses enfants sont allés sans le troupeau prospecter à Velingara : il y avait de l'herbe mais l'eau est trop chère, il y a trop de monde. On leur a interdit de rester à Dayane : un forage et un puits sont interdits. Ils sont venus ici à la place. Mais ils paient cher : 7 500 F/mois (4000 pour charrette, 3500 pour bovins) ils font 2 voyages par jour. »*

L'afflux et la surcharge du forage de Thieul ont incité des éleveurs à aller abreuver à Guer. *« Ils allaient abreuver à Thieul mais c'était trop long : en partant à 3h du matin, leur voyage durait jusqu'au crépuscule ; alors ils sont allés à Guer et ont négocié : 35 000 /mois pour 2 voyages, et pour tout le monde : bovins, petits ruminants, famille. Ils partent vers 3h, reviennent vers 14h ; il y a 14 km, mais il faut attendre longtemps au forage.*

A Rewane, l'accès aux pâturages n'est pas restreint officiellement. Cependant on nous cite les réticences de ceux qui "ont de bons pâturages à Rewane". Ici depuis toujours, ceux-ci découragent les transhumants quand il y a surcharge ; mais ils affirment n'avoir pas augmenté

les prix pour les transhumants qui ne font que passer cette année. Ceux-là peuvent « abreuver et continuer » = " *yarnu yawtu*" gratuitement, conformément à la coutume.

Aux alentours du forage de Thieul, les commentaires sont différents. Les "*yarnu yawtu*" paient plus cher au comité de gestion du forage que les résidents et que les transhumants momentanément installés aux alentours : 50 000, 60 000, 70 000 FCFA ou davantage. » Mais notre interlocuteur n'a jamais vu quelqu'un renoncer à payer et partir : « *les gens qui sont arrivés là avec leur troupeau n'ont plus le choix* ». Les prix relevés pour « abreuver et continuer » allaient jusqu'à plus de 100 000 FCFA.

Les tarifs de l'abreuvement varient largement, surtout en période difficile comme la saison sèche en 2003. La situation était critique pour de nombreux éleveurs, en particulier ceux qui se retrouvaient au pied d'un forage sans alternative d'abreuvement, soit qu'ils n'aient pas eu les moyens de prospecter avant d'emmener tout leur troupeau, de manière à éviter les forages les plus coûteux, soit qu'ils n'aient pas de solution de contournement.

3) Les usages des informations

Les enquêtes menées dans deux régions sahéliennes du Sénégal et du Tchad avaient lieu en milieu et en fin de saison sèche 2003, lorsque la prospection des zones de transhumance, la conduite des troupeaux, les négociations de l'accès aux ressources prennent une importance vitale pour les pasteurs transhumants. Au-delà de la diversité des informations, des connaissances, des acteurs et des caractéristiques locales, les résultats de ces enquêtes permettent un essai de typologie des informations, convenant non seulement à la logique d'un outil de suivi (ressources-biens-services disponibles (endowments), versus moyens d'accès à ces ressources (entitlements) mais aussi aux logiques pastorales :

- informations communes ou informations peu partageables,
- critères de valeur de l'information
- périodes « normales » ou critiques.

3.1) Les sortes d'informations

Les informations routinières s'échangent au cours des salutations pour établir le contact, et à chaque occasion de rencontre : les nouvelles familiales, par exemple. D'autres informations concernant les troupeaux dont dépend l'essentiel des ressources familiales, engagent les pratiques et la survie des familles de pasteurs. Les connaissances sur les ressources naturelles font partie de ces informations stratégiques. De plus, dans un milieu où l'accès aux pâturages et à l'eau n'est pas exclusif, la gestion de l'information joue un rôle crucial, puisque l'accès se joue sur la promptitude autant que sur l'entretien des liens sociaux entre les usagers et les ayant-droits.

La liste n'est pas close, mais notre but ici est de proposer des catégories utiles : celles des informations partageables / non partageables semblent efficaces pour élaborer un système d'information adapté à la gestion pastorale de l'environnement.

Certaines informations sur les ressources sont partageables sans nuisance : l'information sur le débit des forages, sur leur coût, sur la disponibilité des produits sanitaires. Les informations sur les prix des marchés circulent facilement aussi, étant déconnectées du pouvoir d'en tirer avantage. D'autres sont jalousement gardées, de crainte d'attirer du monde sur des ressources

non protégées : l'attractivité d'un pâturage. De ces dernières informations, les pasteurs ont d'habitude une maîtrise suffisante, elle constitue la base de leur savoir-faire.

3.2) La valeur de l'information

Les critères de valeur d'une information diffèrent dans un « système » et en milieu pastoral :

- dans un système d'information on recherche des informations disponibles à tous et dont la fiabilité est établie durablement :
- en milieu pastoral, l'information de valeur est celle que seul un ami proche ou une rare personne de confiance peut fournir, et sa fiabilité est constamment et personnellement vérifiée.

L'enjeu d'améliorer la prise en compte des interactions pastoralisme / environnement n'est pas, ou pas seulement, de perfectionner les moyens techniques d'information des éleveurs, car:

- les motifs de retenir ou de partager l'information sont économiques et sociaux,
- la relation avec l'émetteur des messages est déterminante pour évaluer sa fiabilité.
- une grande part de l'information stratégique pour l'accès aux ressources consiste en savoir-faire et en observations directes et pratiques, dans le cas où c'est le propriétaire/gestionnaire du troupeau qui vit dans le milieu, et où son aire de déplacement lui permet de faire des reconnaissances avant d'entamer la transhumance.

Les entretiens démentent la conception de l'information comme d'un bien commun, qui va de soi officiellement dans les milieux qui la produisent. L'enquête auprès des éleveurs montre qu'on ne généralise pas l'accès à une information stratégique, sans lui ôter sa valeur. Ce qui est vrai chez les éleveurs, (accès à des ressources théoriquement non protégées, vitales pour leur unité de production) se vérifie chez les chercheurs et les décideurs. Les données sont retenues et protégées, elles n'ont rien d'un bien commun. La mystification chez eux est la même que chez les éleveurs (« La brousse est à tout le monde »).

Cela étant dit, les éleveurs sont pris dans des tensions contradictoires : d'un côté la sécurité physique et sociale pastorale passe essentiellement par la réciprocité des services, même si ni les statuts ni les situations ne sont prétendues égalitaires, et pousse les éleveurs à affirmer l'accès ouvert aux ressources et le devoir d'échanger des informations vitales. De l'autre, la concurrence sur des ressources exploitées comme des biens communs, dans un espace rétréci (Ferlo) ou entre groupes différents (Kanem) les pousse à préserver au maximum une priorité sur ces mêmes ressources, ce qui passe par un avantage dans l'information.

3.3) Temps normal. temps de crise

Un système d'information distingue clairement l'information de suivi et l'information d'alerte, et la situation : normale ou de crise. Pour les pasteurs, cette distinction est moins pertinente : leur vie quotidienne contient et tente de prévenir tous les risques de crise.

En temps normal, une information généralisée sur les ressources d'accès « libre » ou non exclusif (les pâturages et les parcours) semble inutile aux éleveurs, qui se disent assez informés, et non souhaitée, car ils craignent qu'un afflux supplémentaire d'éleveurs accroisse la pression.

En revanche, une information sur l'eau et plus précisément sur les coûts et le débit effectif des forages intéresse les éleveurs à chaque saison sèche : cette information est recherchée au prix de prospections parfois longues. Il est difficile de prédire l'effet de l'information sur la fréquentation des forages ; mais il est probable qu'elle pourrait faire gagner aux éleveurs un temps précieux dans leur orientation, et peut-être inciterait-elle à plus de transparence dans la gestion locale en temps normal comme en cas d'urgence.

Une information sanitaire sur les foyers épizootiques, sur les prix, et des formations techniques, est réclamée par les éleveurs, surtout au Tchad, qui se trouvent trop dépendants du savoir-faire des auxiliaires ou « docteurs Choukou ». Ce point est controversé ; les agents vétérinaires soutiennent que sans un suivi des éleveurs formés, ces informations/formations provoqueraient dans les pratiques une anarchie nuisible aux troupeaux. Leur discours peut être influencé par leur position actuelle qui leur confère un monopole relatif dans les prestations techniques et commerciales mais soulève néanmoins la question importante du suivi de la formation.

Toutes les informations de nature à faciliter l'orientation, l'accès aux ressources, ou simplement la mobilité sont utiles aux pasteurs. Les informations sur les marchés et sur les prix du bétail et des céréales ne sont pas perçues par les éleveurs comme suffisant à lever leurs contraintes : l'anticipation est pour eux moins une question d'information que de moyens économiques. Les éleveurs les plus riches achètent bœufs et petits ruminants au plus fort de la sécheresse, afin de les engraisser avant de les revendre en début d'hivernage. L'opération extrêmement lucrative connue de tous reste à la portée des plus riches. Ces informations seraient néanmoins utiles à un suivi saisonnier, et particulièrement pour anticiper les périodes critiques, parce que les termes de l'échange renseignent sur la normalité des variations saisonnières et des pratiques commerciales des éleveurs.

Un système de suivi de l'accès aux ressources ne prétend pas modifier la gestion collective mais peut sensibiliser les décideurs aux contraintes pastorales et enrichir leur perception de l'environnement.

Bibliographie

Behnke R. et Scoones I., (1992), "Rethinking range ecology"

Boholm A. (1996), "Risk Perception and social Anthropology : critique of cultural Theory". Ethnos vol.61:1-2, pp 64-84

Bonfiglioli A. et Diallo Y., (1988), « *KISAL : Production et survie au Ferlo (Sénégal)* » 63p Rapport préliminaire préparé pour l'OXFAM.

Bovin, M. (2000) « *Pastoralists Manoeuvring in the Drought-Ridden sahel* », in *Manoeuvring in an environment of uncertainty. Structural change and social action in sub-saharian africa*. Berner and Trulsson eds. Ashgate.

Castel, R. (2003) « *L'insécurité sociale qu'est ce qu' être protégé ?* », Edition du Seuil

Douglas, M. (1985) « *Risk acceptability according to the Social Sciences, Social Research Perspectives* ». Occasional Reports on Current Topics, II. New York : Russel Sage Foundation.

Dupire, M. (1957) « Les forages dans l'économie peul, Eléments de politique sylvo-pastorale au Sénhel sénégalais », cf Grosmaire, fasc. 14, 19-24.

Egg, J. et Gabas, J. J. (1997) « *La prévention des crises alimentaires au Sahel : dix ans d'expérience d'une action menée en réseau 1985 – 1995* », Club du Sahel

- Fraser E.D.G. (2003)** « Social Vulnerability and Ecological Fragility : building Bridges between social and Natural sciences Using the Irish Potato Famine as Case Study”. Conservation Ecology 7(2):9.
- Kamil, H. (1993)**, « *Penser et agir « Jdoub » gestion des risques et rationalité du comportement d'élevage des pasteurs nomades de Missour* », Mémoire de DEA université de Aix Marseille
- Khazanov, A. M. (1984)**, « *Nomads and the outside world*», Cambridge, cup
- Minvielle, J. P. (1996)** « *Les systèmes d'information : fausses évidences, contraintes et réalités*», cahier des sciences humaines vol 32 Edition IRD Paris
- Morton, J. (1988)** « *Sakanab: Information and Greetings among the Northern Beja* », Africa, 58, No.4
- Morton, J. Atelier régional LEAD**, Ouagadougou, octobre 2002
- Olivier de Sardan, J.P. (1997)**, « *Anthropologie du développement*», APAD Karthala
- Orstom . (1990)** cahier des sciences humaines vol 26 Edition ORSTOM
- Pouillon, F. (1990)** « *Stagnation technique chez les nomades, in Sociétés pastorales et développement*», cahier des sciences humaines vol 26 Edition ORSTOM.
- Sen, A. (1981)** « *Poverty and Famines. An essay on entitlement and deprivation*» Oxford, Clarendon Press.
- Sommer F. (1998)** “Pastoralism, drought early warning and response”.FAO.
- Sutter, J. (1987)** « *Cattle and inequality : Herd size differences and pastoral production among the Fulani of northeastern Sénégal*» 218p Cambridge University Press».
- Thébaud, B. (2002)** « *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel : Peuls du Niger Oriental et du Yagha Burkinabé*» Edition Karthala
- Vatin, F. (1996)** « *Le lait et la raison marchande : essai de sociologie économique*» Presses universitaires de Rennes
- White, C. (1997)** « *The Effects of Poverty on Risk Reduction Strategies of Fulani Nomads in Niger* », pp90-108, in *Nomadic Peoples*

¹ Lors d'ateliers régionaux organisés par le PPZS en 2001 (Dakar, Sénégal) et 2002 (Ouagadougou, Burkina Faso) par le PPZS, dans le cadre du programme LEAD-PESAH

² Les Fafabé se désignent comme un lignage de la société peule.

³ Le campement

⁴ Comités mis en place par les projets de développement, se constituent avec une assemblée générale où les éleveurs votent.